

Val-d'Or, le 16 avril 2018

P-798-25

À : **M<sup>me</sup> Katia Petit**  
**Directrice générale des affaires ministérielles**  
**Ministère de la Sécurité publique**

c.c. : **M<sup>me</sup> Pascale Labbé, Ministère de la Justice**  
**M<sup>e</sup> André Fauteux, Ministère de la Justice**  
**M<sup>e</sup> Marie-Paule Boucher, Ministère de la Justice**  
**M<sup>e</sup> Denise Robillard, Ministère de la Justice**  
**M<sup>me</sup> Deirdre Geraghty, Ministère de la Justice**  
**M<sup>me</sup> Andréane Lespérance, Secrétariat aux Affaires autochtones**

De : **M<sup>e</sup> Marie-Andrée Denis-Boileau, Procureure**

Objet : **Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès**

Dossier : **DG-0150-B**

Madame Petit,

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration du Ministère de la Sécurité publique afin d'obtenir de l'information au sujet **du trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale pour les personnes autochtones**.

À cet effet, nous demandons au Ministère de la Sécurité publique de nous transmettre les informations/documents suivants :

1. Toute information relative à la prévalence du trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale (TSAF) chez les personnes détenues au Québec, et plus précisément pour les personnes autochtones;
2. Toute information relative aux directives, aux pratiques, aux ressources, aux programmes, aux activités, aux initiatives ainsi qu'au suivi concernant les services de traitement et de soutien qui sont offerts aux personnes détenues aux prises avec le TSAF, en précisant ceux qui visent particulièrement les personnes Autochtones.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

*La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.*

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca).

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans **quinze (15) jours**.

Pour ce faire, vous pouvez procéder par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca). S'il s'agit de documents confidentiels, nous vous proposons de mettre à votre disposition notre plateforme de Partage sécurisé de documents (PSD). Si cette proposition vous convient, veuillez nous l'indiquer par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca) afin que nous vous fassions suivre la procédure à cet effet. Enfin, si vous préférez nous les adresser par la poste, veuillez nous les faire parvenir par messagerie à l'adresse suivante :

M<sup>me</sup> Nicole Durocher

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics  
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Également, vous avez la responsabilité de nous aviser lorsque les documents ou les renseignements transmis en réponse à la présente ont un caractère confidentiel ou privilégié. Nous vous invitons donc à nous en faire part par écrit et à contacter, au besoin, le procureur en charge du dossier afin d'avoir une discussion sur l'utilisation qui pourra être faite desdits documents ou renseignements.

Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez m'en faire part directement à [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca) ou par téléphone au 819 354-4014.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agrèer, Madame Petit, nos plus sincères salutations.

**M<sup>e</sup> Marie-Andrée Denis-Boileau**

Procureure / Counsel

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 819 354-4014

[marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca)

[www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca)

  @cerpQc

## Audet, Marjorie

---

**De:** KATIA PETIT <KATIA.PETIT@msp.gouv.qc.ca>  
**Envoyé:** 17 avril 2018 15:05  
**À:** Durocher, Nicole  
**Cc:** andre.fauteux@justice.gouv.qc.ca; deirdre.geraghty@justice.gouv.qc.ca; denise.robillard@justice.gouv.qc.ca; marie-paule.boucher@justice.gouv.qc.ca; pascale.labbe@justice.gouv.qc.ca; andreane.lesperance@mce.gouv.qc.ca; GENEVIEVE LAMOTHE  
**Objet:** Rép. : Demande de renseignements / Dossier DG-0150-B / CERP

Madame,

En lien avec cette demande, celle-ci devrait être transmise au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) puisque le MSP n'a pas l'information demandée par la Commission.

Notre rôle en cette matière consiste essentiellement à collaborer avec le MSSS à l'élaboration du Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, mais nous ne disposons pas d'information spécifiquement en lien avec votre demande.

Nous considérons cette demande close à notre niveau.

Cordialement,

**Katia Petit**

[Directrice générale des affaires ministérielles](#)

Ministère de la Sécurité publique  
2525, boulevard Laurier, 5e étage  
Québec (Québec) G1V 2L2  
Téléphone: [418 643-3500](tel:418-643-3500)  
[katia.petit@msp.gouv.qc.ca](mailto:katia.petit@msp.gouv.qc.ca)

>>> <nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca> 2018-04-16 13:46 >>>  
Bonjour Madame Petit,

*La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **quinze (15) prochains jours**. Afin de faciliter le suivi, veuillez indiquer le **numéro de la demande** dans l'objet de votre réponse. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : [www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca).

**Veillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.**

Cordialement,



**Nicole Durocher**

**Adjointe administrative / Administrative assistant**

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 819 354-4040

[nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca)

[www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca)

@cerpQc